

À LA FIN DE 2024, LE CANADA SE SENT PLUS PRÈS DU DÉBUT D'UNE TRANSITION QUE DE LA FIN D'UNE RUPTURE.

Un point de vue d'Ipsos Canada





LE CANADA DÉPASSERA-T-IL LA RUPTURE EN 2025?

Nos clients influencent la vie des Canadiens chaque jour. Chez Ipsos, notre travail consiste à vous aider, à obtenir les perspectives dont vous avez besoin pour prendre des décisions. Nous pensons également que l'étendue de nos activités et notre point de vue sur les Canadiens en tant que citoyens et consommateurs peuvent aider nos clients à naviguer dans un monde de plus en plus incertain. Alors que nous faisons le bilan de l'année 2024, quelques thèmes généraux nous interpellent.

Premièrement, il est difficile d'être optimiste au vu des données que nous examinons. Cela ne signifie pas que 2025 sera entièrement sombre. Il y aura des points positifs, mais l'expression « l'espoir fait vivre » semble déconnectée de l'opinion des Canadiens et des positions de nos dirigeants politiques. Une grande partie du discours politique et économique porte sur le soutien aux personnes dans le besoin, la réparation de ce qui est brisé ou la correction des injustices commises. Aujourd'hui, peu de choses semblent porteuses d'espoir.

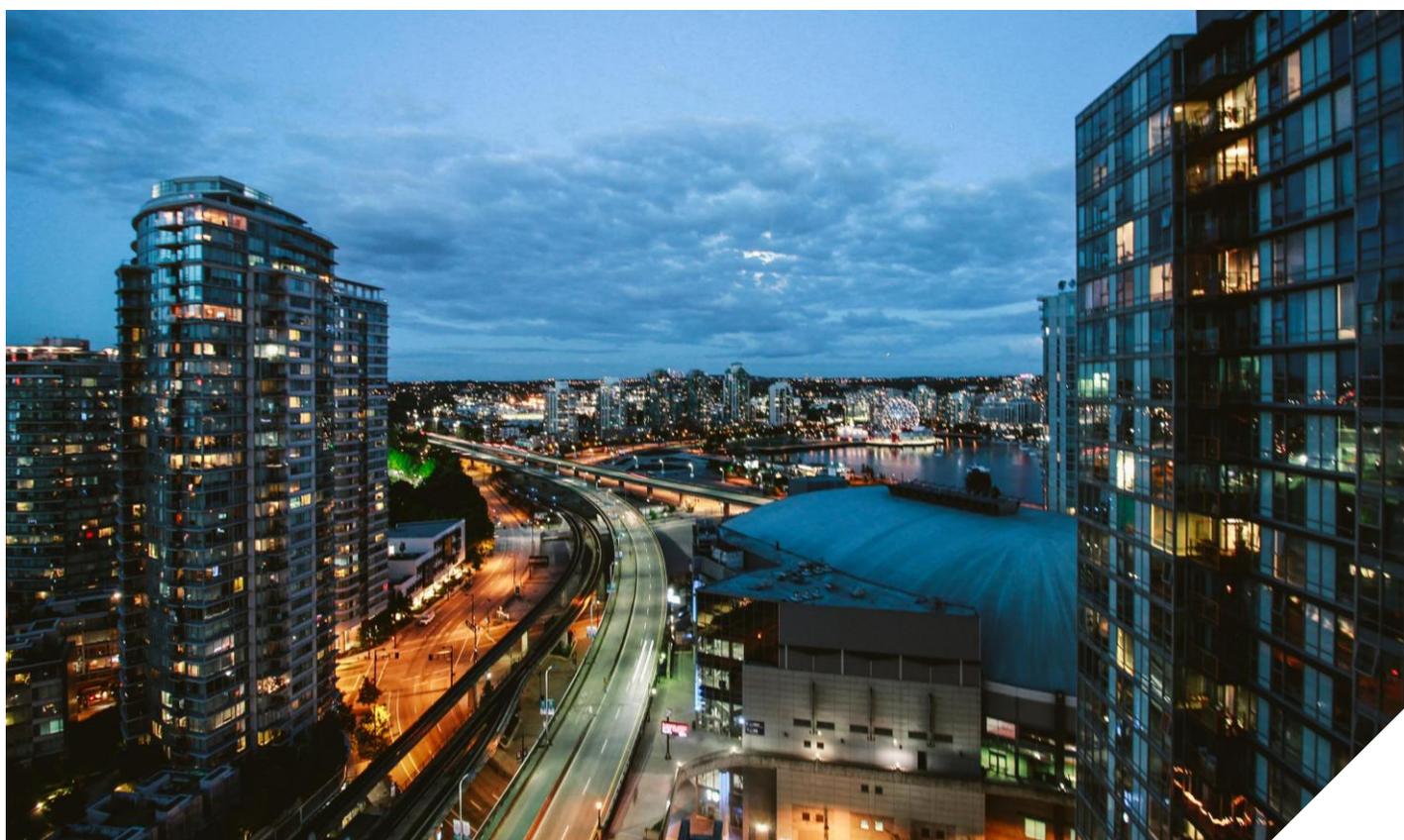
Deuxièmement, l'opinion publique compte, elle façonne les événements. Ce que ressentait le public, ses espoirs et ses craintes, se sont reflétés dans les actions des politiciens et des entreprises tout au long de l'année. L'abordabilité et l'immigration figuraient parmi les principales préoccupations et, bien que les dirigeants canadiens aient commencé à réagir, il reste à voir si ces actions auront un impact sur l'humeur ou les finances des Canadiens.

Les changements climatiques demeurent importants pour les Canadiens, mais il manque d'urgence. En l'absence de consensus sur les mesures à prendre, nous avons vu des dirigeants politiques faire campagne pour la suppression du prix du carbone.

Troisièmement, le contexte est important. Les plans les mieux conçus peuvent réussir ou échouer en fonction du contexte dans lequel ils sont dévoilés. Pour reprendre une citation de Mike Tyson : « Tout le monde a un plan jusqu'à ce qu'il reçoive un coup de poing au visage ». Nous pouvons constater l'impact du contexte dans notre réaction aux événements météorologiques extrêmes ou dans la réponse des Canadiens au « congé de TPS ». Les tempêtes violentes deviennent monnaie courante et n'ont pas entraîné d'inquiétude accrue face aux changements climatiques. L'exonération temporaire de la TPS est insignifiante par rapport au sentiment de baisse du pouvoir d'achat que les Canadiens ont connu. À l'avenir, le « coup de poing contextuel » de 2025 pourrait bien avoir déjà été porté par l'électorat américain.

Malgré une année mouvementée et perturbatrice, 2024 restera probablement dans les mémoires comme la première véritable année post-pandémique. Nous savions que la pandémie influencerait nos perspectives pendant des années et que les problèmes non résolus de 2019 resurgiraient. [Cliquez ici pour lire l'article.](#)

La Covid-19 est désormais suffisamment loin pour ne plus servir de bouc émissaire. Nous sommes en transition, nous demandant « et maintenant ? ». Faute de solutions claires et consensuelles, attendez-vous à des débats intenses sur la politique macroéconomique, les finances personnelles, le commerce, la santé, l'immigration, l'environnement, la baisse des natalités et le vieillissement de la population.



Sur l'économie

En 2024, les profondes inquiétudes des Canadiens concernant les dépenses quotidiennes, la stabilité financière à long terme, l'accès à la propriété et la retraite ont fortement influencé le paysage politique et économique du pays.

Voici quelques-unes des annonces les plus marquantes visant à répondre aux Canadiens confrontés à la hausse du coût de la vie :

- 23 août : Loblaw annonce un projet pilote de magasins d'alimentation à très bas prix sous sa marque No Name.
- 29 septembre : Le premier ministre de la Colombie-Britannique, David Eby, annonce un allègement fiscal de 1 000 \$ par an pour les ménages.
- 24 octobre : Le gouvernement du Canada réduit les niveaux d'immigration.
- 29 octobre : Le premier ministre de l'Ontario remet un chèque de 200 \$ aux résidents ontariens.
- 21 novembre : Le premier ministre annonce une exonération temporaire de la TPS et un chèque de 250 \$ aux Canadiens gagnant moins de 150 000 \$.

Les préoccupations concernant l'abordabilité et l'inflation, croissantes depuis des années, ont atteint des sommets au début de 2024. L'annonce de Loblaw est intervenue à la fin de l'été, tandis que les gouvernements canadiens ont attendu l'automne pour agir.

Même dans le calendrier de ces initiatives politiques, le contexte joue un rôle. L'annonce de la Colombie-Britannique a eu lieu pendant les élections provinciales. Les annonces de l'Ontario et du gouvernement fédéral sont perçues par les experts comme l'annonce d'élections prochaines.

Nombreux sont ceux qui critiquent ces initiatives politiques comme des exemples de politique de terrain ou de gouvernance basée sur le populisme plutôt que sur une politique économique saine. Laissant de côté le débat politique, la plupart des Canadiens les considèrent comme « trop peu, trop tard ».

Le sentiment de perdre du terrain financièrement semble désormais ancré dans la psyché canadienne. Loblaw semble comprendre la probabilité que ce sentiment persiste, car ses nouveaux magasins à très bas prix témoignent d'une stratégie à long terme alignée sur les expériences et les sentiments de nombreux Canadiens.

Renverser cette perception exigera plus que le maintien de taux d'intérêt bas par la Banque du Canada, un « congé fiscal » ou de nouveaux magasins à bas prix. Il faudra un nouveau discours de nos dirigeants. Ceux qui disent aux Canadiens que leurs inquiétudes ne sont pas justifiées compte tenu de la situation macroéconomique du pays ratent la cible.

42 % des Canadiens disent que l'inflation est leur principale préoccupation (Ipsos What Worries the World, Novembre)

26 % des Canadiens disent qu'ils ont du mal à gérer leurs finances ces jours-ci (Ipsos Cost of Living Monitor, Novembre)

62 % des Canadiens disent que l'immigration est l'un des facteurs de la hausse du coût de la vie au Canada (Ipsos Cost of Living Monitor, Novembre)

60 % des Canadiens pensent que l'inflation continuera de croître en 2025 (Ipsos Cost of Living Monitor, Novembre)

À la fin du troisième trimestre, l'indice de santé financière d'Ipsos ne montrait que les baby-boomers dans le positif (+10 %) contre la Gen X (-33%), les milléniaux (-24%) and Gen Z (-30%). (Ipsos Context Canada T3)

Sur l'immigration



Comme mentionné précédemment, il existe un lien entre les points de vue sur l'économie et ceux sur l'immigration. À court terme, les opinions concernant le niveau d'immigration sont désormais liées à la vigueur de l'économie et au sentiment des gens quant à l'abordabilité du logement.

Une constatation plus inquiétante est la baisse du soutien à une population diversifiée. L'accord sur le fait qu'une population diversifiée est

bonne pour le Canada est passé de 78 % en septembre 2023 à 68 % en septembre 2024. Les réponses à cette question sont restées remarquablement stables et se situaient entre 70 % et 80 % au cours des dernières années, quels que soient le climat économique ou les événements. Reconstruire ce soutien sera un défi compte tenu du contexte, mais une nécessité compte tenu du besoin de croissance du Canada et de la baisse de notre taux de natalité.

Sur l'environnement

L'incendie de forêt d'août qui a dévasté Jasper et le parc environnant en Alberta et la rivière atmosphérique d'octobre qui a provoqué des inondations généralisées en Colombie-Britannique sont des signes du contexte environnemental actuel dans lequel nous vivons. La plupart des Canadiens estiment que nous nous dirigeons vers une catastrophe environnementale, mais peu ont rapidement changé leur mode de vie ou ouvert leur portefeuille pour lutter contre les changements climatiques. Et il y a peu de consensus sur les mesures de politique environnementale que les gouvernements devraient adopter.

Chez Ipsos, nous constatons un changement important dans la conversation sur les changements climatiques, tant dans la couverture médiatique que dans les discussions sociales, qui s'éloigne du sujet des changements climatiques et se concentre davantage sur les mauvaises réponses des gouvernements avant (qui auraient pu atténuer la destruction) et après (liées au coût des réparations) ces événements. Nous constatons également une baisse du soutien aux taxes sur le carbone parmi le public et les dirigeants politiques.

Alors que les Canadiens considèrent de plus en plus les catastrophes météorologiques extrêmes comme inévitables, ils se concentreront davantage sur le rôle des gouvernements et des entreprises dans l'atténuation et l'adaptation plutôt que dans la prévention.

72 % sont d'accord pour dire que « nous nous dirigeons vers une catastrophe environnementale si nous ne changeons pas rapidement nos habitudes »

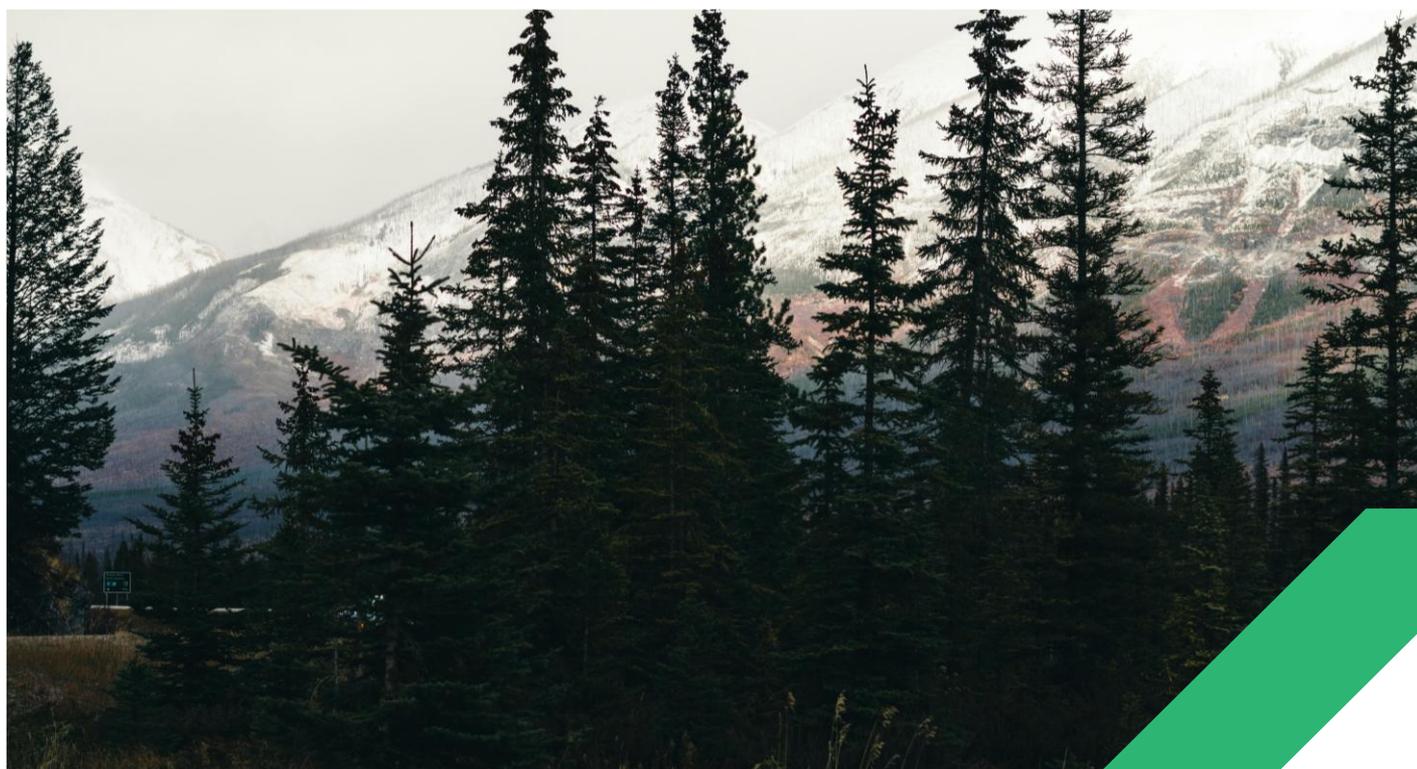
Ipsos Global Trends

23 % des Canadiens sont considérés comme des militants et font preuve d'un engagement à la fois comportemental et lié aux principes ESG

Ipsos Essentials ESG segments

68 % affirment que la menace d'une catastrophe naturelle majeure au Canada est très ou assez réelle au cours des 12 prochains mois

Ipsos Halifax International Security Summit



Sur la société



Nous manquerions à notre devoir si nous ne mentionnions pas que 2024 a été une autre année marquée par des manifestations. Il y en a eu trop pour toutes les énumérer. Elles allaient du blocage des rues aux campements publics, en passant par l'arrachage du gazon devant une université et les manifestations devant des restaurants, et certaines sont devenues violentes, un autre signe inquiétant de la tension sociale.

Pourquoi tant de manifestations ? Il est trop facile de les qualifier de manifestations nationales d'événements géopolitiques. Ce faisant, il faudrait ignorer la manifestation des camionneurs de 2022 et, d'ailleurs, toutes les manifestations qui ont eu lieu au cours de la dernière décennie. Il ne fait aucun doute que les manifestations sont déclenchées par des événements mondiaux et des désaccords avec les politiques gouvernementales et les actions des entreprises. Mais elles sont également alimentées par des divisions qui sont apparues au sein du pays.

La cohésion sociale était en déclin avant 2020 et, même si elle était faible, elle était suffisamment forte pour rassembler les gens dans une expérience commune pendant les premiers mois de la pandémie. Mais aujourd'hui, nous constatons des divisions basées sur la région, le revenu et la génération, ce qui risque de conduire à davantage de manifestations.

41 % des Canadiens sont d'accord pour dire que « dans ma famille, il y a de plus en plus de conflits entre des proches qui ne partagent pas les mêmes valeurs »

Ipsos Global Trends

L'indice de cohésion sociale d'Ipsos se situe dans la zone neutre à négative pendant une grande partie de 2022 et 2023, mais a pris un virage négatif (-24) en 2024

Ipsos Context Q3 Canada

Sur les soins de santé

La préoccupation concernant les soins de santé arrive juste après l'inflation et le coût de la vie. Nous savons que de nombreux Canadiens ont du mal à trouver un médecin de famille et peinent souvent à obtenir des soins en temps opportun. Par conséquent, leur évaluation du système s'est détériorée ces dernières années et le pourcentage de Canadiens qui qualifient leur système de santé de bon (43 %) est maintenant inférieur au pourcentage d'Américains (59 %) qui en disent autant du leur. Il y a dix ans, ce point de vue aurait été impensable pour les Canadiens.

En même temps, ils constatent les pressions exercées par le vieillissement de la population et la hausse des problèmes de santé mentale et soulignent le « manque de personnel » comme le principal défi en matière de soins de santé.

43 % des Canadiens disent que la qualité de leurs soins de santé est bonne. C'est 29 points de moins que le score de 2020 (où il était de 72 %)

Ipsos Health Services
Report 2024

57 % des Canadiens affirment que la santé mentale est l'un des plus grands problèmes de santé du pays

Ipsos Health Services
Report 2024



EN TERMINANT

Si vous pensiez que 2024 était une année perturbatrice, accrochez-vous pour 2025.

Le scénario le plus probable pour 2025 est que l'élection fédérale et une grande partie de l'attention politique de l'année porteront autant sur Trump et la réponse aux exigences américaines que sur la croissance économique inégale du Canada, les prix élevés des logements, les difficultés du système de santé, le rétablissement du soutien à l'immigration et la gestion de l'impact des changements climatiques. Les Canadiens rechercheront les gagnants et les perdants dans les promesses électorales. Cela créera à son tour plus de divisions, plus de perturbations et rendra plus difficile la conclusion d'un accord sur la manière dont le Canada devrait aller de l'avant.

Nous avons constaté une amélioration du sentiment économique (de très mauvais à plutôt mauvais) vers la fin de 2024 et nous savons que les gens continuent de faire des achats en période économique faste comme en période difficile. Même si les perspectives économiques des Canadiens continuent de s'améliorer (ce qui est loin d'être certain), les défis sociaux auxquels le Canada est confronté, l'opinion selon laquelle la direction générale et les institutions du Canada sont sur la mauvaise voie et le contexte géopolitique perturbateur persisteront, ce qui rendra 2025 difficile pour les grandes et les petites entreprises. Les entreprises qui peuvent trouver leur créneau, aider les Canadiens à relever les défis auxquels ils sont confrontés et leur parler avec empathie réussiront.

Nous devrions voir de nouveaux acteurs politiques sur le terrain en 2025. Nous devrions voir des actions plus rapides des gouvernements et des entreprises pour aider les Canadiens à se sentir mieux dans leur situation financière. Mais le gros du travail et la transition pleine d'espoir vers des années 2030 plus positives ne font que commencer.



Peu de choses aujourd'hui semblent inspirantes.

MERCI

Cynthia Pachovski

CEO, Ipsos Canada

Cynthia.Pachovski@Ipsos.com

Mike Colledge

President, ESG Lead

Mike.Colledge@Ipsos.com

